

# → 1871, Commune de Paris, Communes d'Occitanie par l'historien Rémy Pech.

Le 24 mars à Narbonne et le 25 mars 1871 à Toulouse, les Communes révolutionnaires sont proclamées aux balcons des Hôtels de Ville. Leurs textes fondateurs se réfèrent évidemment à la Commune de Paris, née une semaine plus tôt le 18 mars. Chacun d'eux affirme une ferme solidarité avec le mouvement parisien. Mais la genèse de ces mouvements populaires, documentée par de récentes recherches, fait apparaître une profonde originalité.

Rémy Pech, historien et président des Amis de Jean Jaurès à Toulouse, nous livre son analyse.

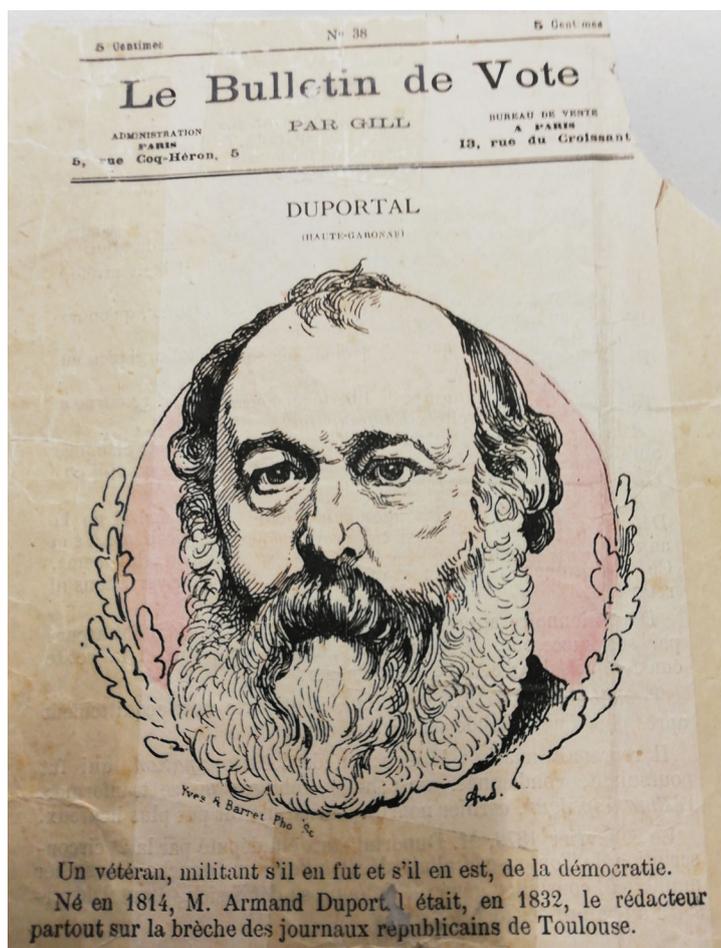
## Le contexte des insurrections

Ni Toulouse, ni Narbonne n'ont connu le long siège qui affama Paris durant plusieurs mois. A l'abri de la guerre, les deux villes avaient pu expérimenter une période d'installation de la République sous l'égide des municipalités démocratiquement élues à la toute fin du Second Empire, et avec les bienveillances des autorités préfectorales mises en place par Gambetta au nom du

gouvernement de la Défense nationale : Armand Duportal à Toulouse, Théodore Raynal puis Lucien Trinchan à Carcassonne. Tout en organisant la mobilisation pour endiguer l'invasion des armées allemandes, ces vieux quarante-huitards avaient encouragé les efforts des municipalités pour poser les jalons de réformes longtemps attendues : liberté de réunion et de presse, début de laïcisation des écoles, secours aux populations nécessiteuses. Les deux villes étaient aiguillonnées par d'ardents clubs où les débats sur la société future alternaient avec des projets plus terre à terre, dans un foisonnement d'idées et souvent d'invectives qui avaient pu faire refluer vers les tenants de l'Ordre bien des républicains modérés comme Gatien-Arnould à Toulouse, Marcelin Courat à Narbonne.

Du point de vue des militants républicains, la défaite militaire, puis l'élection de l'Assemblée nationale en février, portant au pouvoir une écrasante majorité monarchiste, provoquent de vives inquiétudes. L'avènement de Thiers, artisan de la paix avec l'Allemagne mais très suspect de penchants réactionnaires, faisait craindre le retour au passé et renforçait les mobilisations.

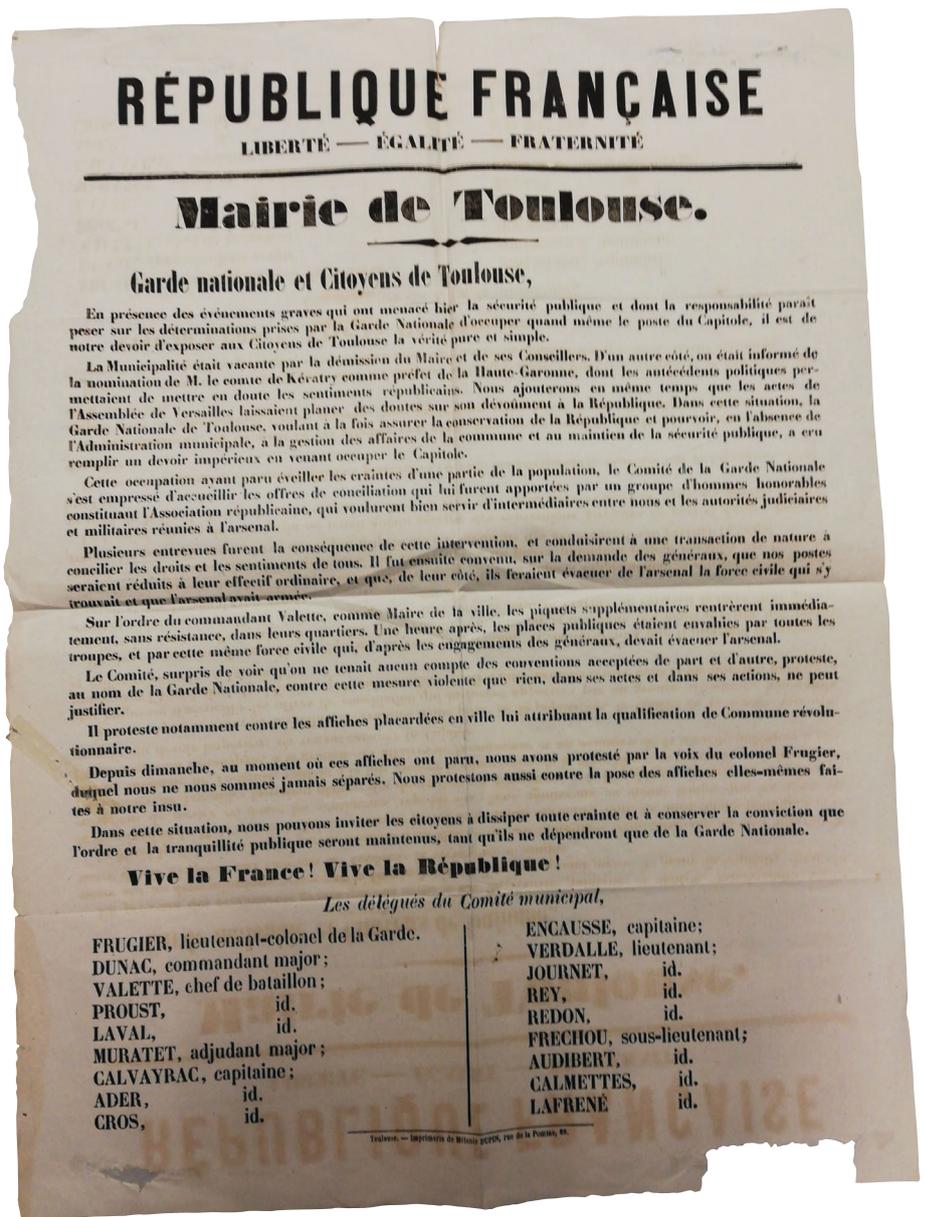
L'insurrection de Paris et l'installation du gouvernement à Versailles achèvent de précipiter le déclenchement du processus révolutionnaire dans plusieurs villes de province comme Lyon, Marseille, Saint-Etienne, Le Creusot, Limoges. Narbonne comme Toulouse s'inscrivent donc dans un contexte général qui pouvait fragiliser le régime en cours de stabilisation.



Bulletin de vote Armand Duportal élu député en 1876  
(Archives municipales de Toulouse)

## Des événements contrastés

A Narbonne, le 24 mars, l'initiative appartient intégralement au Club de la Révolution qui comptait plusieurs centaines de membres et avait depuis le début du mois tenu plusieurs réunions marquant une défiance croissante à l'égard du pouvoir central. Après le refus de la municipalité dont un seul élément, le jardinier Baptiste Limouzy, était prêt à défier le pouvoir, les clubistes font appel en vain au Carcassonnais Théophile Marcou, républicain éprouvé et trempé par un long exil. Mais c'est finalement Emile Digeon qui accepte la direction du mouvement, intitulé non sans quelque emphase « Commune centrale de l'Arrondissement de Narbonne », tout en confiant une présidence symbolique à Limouzy. Digeon, homme encore jeune, Limouxin d'une filiation républicaine indiscutable, proscrit en 1851, était revenu dans le Midi après une vie d'exil aventureuse aux Baléares. Orateur enflammé et journaliste acéré, il avait animé les débats démocratiques dans l'Aude et l'Hérault, conquérant ainsi une aura remarquable. Après avoir pris en otages le premier adjoint républicain et deux officiers, les insurgés narbonnais sont renforcés le 25 mars par une mutinerie des troupes régulières. Le détachement envoyé pour réduire l'insurrection est en effet submergé par les Narbonnaises, des soldats se rallient aux communards tandis que 1 500 troupiers du 52<sup>e</sup> régiment sont consignés dans leur caserne. Pendant une semaine, Digeon essaie sans succès de rallier les villages alentour et de nouer des contacts avec les villes du Midi en ébullition. Au bout de 8 jours, le général Zentz dépêche à Narbonne le régiment d'Infanterie coloniale de Perpignan (les Turcos) qui avait contenu l'agitation dans cette ville. Après la diffusion d'une déclaration du procureur général promettant clémence (ou amnistie ?) pour les insurgés, propre à jeter le trouble, l'assaut final est donné,



Affiche toulousaine dite de «la transaction» entre la garde nationale et les autorités gouvernementales.

(Archives municipales de Toulouse)

des barricades ayant été édifiées autour de l'Hôtel de ville. La répression se solde par trois morts, le saccage de l'Hôtel de ville et l'arrestation de Digeon, de ses camarades du conseil de la Commune et de plusieurs militants dont deux femmes soit en tout 17 personnes poursuivies, auxquelles il faut ajouter 15 autres qui ont pris la fuite.

A Toulouse, c'est la révocation du préfet Duportal qui provoque le soulèvement, déclenché comme à Paris par les gardes

nationales, inquiètes de se voir privées du contrôle de l'Arsenal qui leur avait été confié. Armand Duportal rédige la proclamation insurrectionnelle qui annule sa déposition mais il hésite à rompre totalement avec Versailles souhaitant une « transaction désirable » entre « le gouvernement et le peuple de Paris ». C'est un garde national, par ailleurs acteur de théâtre, qui la déclame au balcon du Capitole. Le nouveau préfet Kératry, mesure la difficulté de rétablir l'ordre avec le peu

## Suite →



Emile Digeon, le dirigeant de la Commune de Narbonne.  
(Archives municipales de Narbonne).

d'éléments militaires présents à Toulouse. Sur les conseils du commandant militaire de la ville, Nansouty, il se replie à Agen d'où il prépare un retour en force. Les autorités judiciaires mise en place par Duportal se réfugient à l'Arsenal en protestant de leur fidélité au gouvernement. Kératry revient à Toulouse dès le 27 avec des éléments de cavalerie et d'artillerie, tandis que les quartiers bourgeois de Toulouse organisent une milice à l'instigation du trésorier payeur départemental, le monarchiste Carbonel. Des intermédiaisons où les loges maçonniques et les différents clubs jouent leur rôle vont éviter de justesse l'effusion de sang, et l'un des officiers ayant fomenté le mouvement communaliste, Edmond Valette est nommé maire provisoire par le préfet. Quelques arrestations ont lieu, tandis que Duportal bascule quelque temps dans la clandestinité. Les communalards toulousains et narbonnais n'ont pas été jugés par les Assises de leur département respectif, le gouvernement redoutant de nouveaux troubles. C'est à Pau que Duportal, et 7 autres accusés sont déférés en août 1871. Duportal minimise l'épisode toulousain vu comme une « algarade de corps de garde » ou « une Commune à l'eau de rose ». L'acquittement est général après de multiples témoignages favorables. Plus difficile à obtenir, étant donné un contexte local beaucoup plus clivant, mais tout aussi général est en novembre 1871 l'acquittement des 17 communalards narbonnais (dont deux femmes), à Rodez. Digeon est salué comme un « parfait honnête homme » par plusieurs acteurs du drame, y compris des otages. D'autres

procès second procès auront lieu en 1872 pour les militaires mutins, les contumaces et quelques absents du premier procès écroués et se solderont par quelques condamnations assez sévères mais suivies de commutations ou de grâces.

## Le contenu politique des Communes occitanes

Il doit être évalué en tenant compte de leur extrême brièveté (celle de Narbonne a tout de même été la plus longue de France après celle de Paris). Il s'agissait avant tout de durer et de s'efforcer d'établir des relations avec les mouvements analogues qui secouaient le pays au même moment. Tout concorde pour souligner l'extrême prudence des insurgés à l'égard de la propriété privée et de l'ordre public. Les réquisitions indispensables, touchant les instruments de communication ou l'approvisionnement en armes ou en denrées ont toujours fait l'objet d'ordres écrits et n'ont entraîné aucune violence. Même si la Commune de Narbonne, du fait de la personnalité de son chef, dont la carrière ultérieure le rapprocha de Louise Michel et de l'anarchisme, et la participation avérée de nombreuses femmes, revêt une coloration plus vive et peut apparaître plus anticipatrice, les deux insurrections représentaient avant tout la volonté de continuer et d'approfondir un processus républicain à peine entamé. Elles ne peuvent être réduites à un simple écho du mouvement parisien.

Les deux communes expriment aussi les souffrances et les espérances d'une classe ouvrière beaucoup plus présente qu'on ne l'aurait imaginé avant de récentes recherches fondées sur les recensements. Le Toulouse des carrossiers, mégissiers, ouvriers de l'ameublement et du textile, la Narbonne des tonneliers, des distillateurs, des maçons, ont une proportion d'ouvriers tout à fait comparable à celle de centres urbains

tels Saint-Etienne, Limoges, Lyon ou Marseille, et même Paris, également concernés par le mouvement des Communes. Le futur immédiat confirme ce trait, avec en 1872 l'arrestation et le jugement de plusieurs militants ouvriers adhérant à la Première Internationale, dont un certain nombre avaient déjà été repérés par leur engagement lors des événements de mars 1871.

L'échec des deux Communes occitanes était inévitable, étant donné leur isolement et leur répression quasi immédiate. Il n'a pas empêché leur inscription durable dans la mémoire collective de mouvements socialistes précoces et efficaces. Duportal a été élu député à 4 reprises de 1876 à 1885, Heybrard, communal toulousain est à l'origine de la Bourse du Travail place Saint-Sernin, inaugurée en 1892 par le maire Ournac et son adjoint Jaurès. La première municipalité socialiste du Docteur Ferroul à Narbonne date de 1891, celle de Toulouse avec Albert Bedouce, de 1906. Le passé révolutionnaire des deux « cités rouges » n'a jamais manqué d'être évoqué dans les campagnes électorales, par exemple par Léon Blum « parachuté » à Narbonne en 1929.

L'amalgame avec Paris, illustré par la fixation de commémoration le 18 mars de préférence au 24 ou au 25, a contribué à la dilution dans le roman national d'événements très spécifiques.

Il est vrai que le rappel rituel à la République « Une et indivisible » a toujours ponctué discours et proclamations. Mais les deux cités insurgées n'en ont pas moins renouvelé la méfiance séculaire à l'égard du pouvoir central, la revendication de l'autonomie communale, l'aspiration à un progrès social à construire sur place sans attendre injonctions ou directives. En ce sens elles constituent un jalon remarquable dans le chemin singulier de l'histoire d'Occitanie.

Relisons les mots forgés par Emile Digeon pour marquer en 1881 le

dixième anniversaire des Communes : « La Commune, c'est la liberté des individus et des groupes; c'est le règne de l'égalité sociale qui consiste dans l'égalité de satisfaction des besoins inégaux de tous. Cet idéal est l'étoile que doivent fixer les opprimés, les déshérités, les pauvres... l'étoile qui éclaire déjà l'avenir: elle peut momentanément être voilée, mais elle n'en brille pas moins derrière les nuages, que chassera demain la tempête de la colère populaire. ».

Rémy Pech

Parmi la bibliographie

Marc César, *La Commune révolutionnaire de Narbonne*, Éditions singulières, 2008.

Rémy Pech, 1871, *La Commune de Toulouse. De la révolte au compromis républicain*, Éditions Midi-Pyrénéennes, 2019.

Marc César et Laure Godineau, dir., *La Commune de 1871 une relecture*, Créaphis éditions, 2020.

## Date à retenir

### Toulouse. 24 mars 2021

Dans le cadre de l'anniversaire des 150 ans de la commune, une initiative est d'ores et déjà prévue à Toulouse le 24 mars prochain. Elle est organisée par les Amis et Amies de la Commune de Paris dont le président Jean-Louis Robert sera présent, en partenariat avec l'Association des Amis de Jean Jaurès à Toulouse et l'IRHS-CGT.